

Vous aimez à citer, à cet égard, l'exemple désintéressé du professeur André Mandouze...

Oui, car il ne cessait de répéter à ceux qui rêvaient : « Tu ne convoiteras point la révolution des autres. » C'était un intellectuel français hors normes, fondateur du journal le *Témoignage chrétien*, il fut aussi un Algérien de cœur et de combat. Il a incarné l'intellectuel chrétien impliqué dans tous les combats en faveur des causes justes. Jeune agrégé de latin et résistant français, puis professeur à la faculté d'Alger à la fin de l'occupation nazie en France, il a soutenu activement le mouvement national et la cause de l'indépendance algérienne au péril de sa vie. Il a essuyé sans jamais faillir les menaces et agressions incessantes de la part des fascistes d'Alger, la persécution exercée à son encontre par l'administration d'un pays pourtant censé « ne pas emprisonner Voltaire ».

C'est au cours de son séjour à la prison de Fresnes qu'André Mandouze, qui était à l'époque pour les jeunes de ma génération une figure emblématique des luttes en faveur des libertés, tissa les premiers liens personnels avec d'autres codétenus algériens, notamment cinq chefs historiques de la Révolution : Boudiaf, Ben Bella, Khider, Bitat et Aït Ahmed. Il a été le premier directeur de l'Enseignement supérieur de l'Algérie indépendante et a quitté l'Algérie en 1965. Il y revint en 1992 revoir Mohamed Boudiaf. Il a partagé avec nous le retour de ce dernier avec la même ferveur que la nôtre. Sa passion pour l'Algérie était restée intacte, parce qu'il l'a vécue pleinement, lucidement, en pleine conformité avec le principe qu'il a superbement énoncé : « Tu ne convoiteras point la révolution d'autrui. » Il n'a manqué à aucun moment au peuple algérien, car son cœur battait à l'unisson du nôtre, aux moments de tous les dangers comme à la lueur des grands espoirs. Son désir le plus ardent était que « les Algériens se réapproprient saint Augustin » dont il fut un grand spécialiste. Il n'avait cessé de marteler cette invite devant l'auditoire que j'avais réuni pour l'écouter au Palais de la culture. L'observation préliminaire à son exposé était : « L'œuvre de saint Augustin s'évalue à 250 tomes : il était excessif... comme tous les Algériens. » En vérité, durant plus de cinquante ans de sa vie, c'est-à-dire jusqu'à ses derniers jours, André Mandouze n'a jamais quitté l'Algérie ni dans sa tête ni dans son cœur.

Le jour viendra-t-il où nos programmes scolaires et universitaires incluront l'enseignement de la vie, de l'œuvre et des actions de cet homme qui fait partie intégrante de notre histoire ? Dieu, qui comme l'affirmait péremptoirement Albert Einstein « ne décide pas à coups de dés », a dû sans doute vouloir combler André Mandouze en choisissant de le rappeler à lui en mai 2006 à Porto Vecchio, c'est-à-dire au milieu de la Méditerranée, à mi-chemin entre Marseille et Annaba.

Finalement, François Mitterrand s'est-il délié, à la fin de sa vie, de son rapport conflictuel à l'Algérie ?

Pour l'avoir approché à des moments où il faisait sa mutation dans maints secteurs, politiques et spirituels, je crois, pour ma part, que François Mitterrand a profondément évolué avec le temps. Cela n'est pas l'avis de Claude Cheysson qui est allé jusqu'à déclarer à LCI, le jour de la disparition de François Mitterrand, que « l'indépendance de l'Algérie lui est restée dans le gosier ». Je pense que Claude Cheysson, dont nul ne peut dénier la sincérité et l'amitié envers l'Algérie, parlait du dernier François Mitterrand qui est demeuré dans sa mémoire, celui de 1985 date de son départ du Quai d'Orsay pour Bruxelles.

Durant la période 1989-1994, j'ai enregistré plusieurs des gestes et démarches de la personne et du chef d'État qui témoignaient d'une évidente évacuation de rejets passés. Il a fait beaucoup pour être aux côtés de l'Algérie en difficulté financière. Il s'est investi personnellement et fortement dans ce domaine. Notamment en juin 1991, quand j'avais demandé à la Communauté européenne de l'époque un prêt d'aide à la balance des paiements d'un milliard de dollars américains. Bien que l'Algérie ne fût pas statutairement éligible à ce type d'intervention — le seul précédent était un prêt similaire accordé à un État européen, la Hongrie —, le Conseil des chefs d'État et de gouvernement de la CE répondit dans des délais exceptionnellement rapides de quelques mois, grâce à la forte implication de François Mitterrand, relayé amicalement et aussi fortement par Jacques Delors, président de la Commission européenne, et Pierre Berégovoy, ministre de l'Économie. Sur le plan personnel, je voudrais souligner combien François Mitterrand s'est montré fraternel à mon égard. J'ai reçu la notification de ma révocation de l'ambassade un 12 novembre. Le 20 novembre j'ai trouvé dans le garage de la résidence les valises de mon successeur. Le HCE m'avait donné un préavis de huit jours pour que je n'aie même pas la possibilité de demander à faire mes adieux aux autorités

françaises. La goujaterie n'a pas échappé au président français, qui m'a fait appeler par Verdine qui me dit : « Le président tient à vous recevoir pour la visite d'adieu. » Pour me marquer une amitié et un respect à un moment où mes propres mandats s'appliquaient à m'humilier, le président français est passé outre les exigences de son protocole d'État. C'était cela aussi l'homme d'État François Mitterrand.

Pouvez-vous évoquer le rôle, aussi minime fut-il, de l'Algérie lors de la crise du Golfe ?

La période de la crise du Golfe a été la plus frustrante de ma vie publique, la plus dure. Je l'ai vécue de manière plus éprouvante même que mon passage à la tête du gouvernement, passage dont les conditions ne sont pourtant pas réputées avoir été faciles. Mes déplacements à Baghdad étaient pour tenter de convaincre Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït, de l'alerter sur les conséquences incalculables, pour lui et pour nous tous, d'un prolongement indéfini de l'occupation. Nous nous connaissions déjà depuis 1974, ce qui m'autorisait à lui parler sans restriction particulière.

Ses interventions me donnaient l'impression d'un entretien surréaliste. Je lui disais : « Monsieur le Président, il n'est pas besoin d'expertise militaire pour savoir que vous allez avoir affaire à un pays, qui, à la veille d'entrer en guerre en 1942 contre l'Allemagne et le Japon, s'est mis à fabriquer des milliers et des milliers d'avions militaires par an, pendant que le pays de Staline de son côté fabriquait cent quarante mille chars par an. Or, tout à l'heure en débarquant à l'aéroport de Baghdad, j'ai noté dix avions en stationnement, dont on m'a dit qu'ils étaient en panne par manque de pièces de rechange... »

« En cas de guerre, ce sera l'ordinateur américain contre l'ordinateur irakien et l'Irak sera détruit en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. » Je tiens de Tarek Aziz la narration de la promesse que fit James Baker à la délégation irakienne, lors de la rencontre de la dernière chance début décembre 1990 à Genève : « Nous vous remettons à l'âge de pierre. » Je n'ai jamais relâché nos efforts en vue d'éviter l'intervention militaire : du début de l'invasion jusqu'et y compris la dernière tentative de paix effectuée par le président Chadli Bendjedid. Je l'avais alors accompagné dans une grande tournée de sensibilisation aux principales capitales du Moyen-Orient et de l'Europe occidentale, en décembre 1990, c'est-à-dire jusqu'à la veille de la guerre. Et ce, malgré l'agacement, voire l'hostilité que nous valaient ces efforts de la part de toutes les parties : l'Administration américaine était rivée à bloc dans sa logique de guerre et prête à tout pour dissuader toute action susceptible de favoriser une décision de retrait des troupes irakiennes du Koweït, éventuellement que les stratèges américains désignaient, c'était connu, comme étant le « scénario cauchemar » dans le sens où un tel retrait leur ôtait l'alibi de base à l'intervention de leurs troupes ; les alliés arabes de l'Administration américaine, à leur tête les gouvernements du Koweït, souvent rencontrés au Caire, à New York ou à Alger, avaient été satisfaits quand nous avions condamné l'invasion, ensuite ils se montrèrent déçus quand nous n'avions pas voté en faveur du recours aux soldats étrangers et enfin ils ne cachèrent pas leur irritation quand nous poursuivions nos efforts pour un départ des Irakiens de leur pays ! Ne pensant qu'un en découdait avec leur envahisseur et lui faire payer le prix élevé, mon collègue et mes amis koweïtiens me disaient : « De quoi te mêles-tu à vouloir convaincre Saddam de se retirer ? Laisse-le ! Mais laisse-le donc ! Dût-il transformer le Koweït en un tas de cendres ! » A Alger, dans un climat de véritable hystérie collective, toutes couches sociales et politiques confondues, la presse, l'opinion algérienne y compris toute l'intelligentsia, toutes les sensibilités politiques et parmi elles ceux que l'on croit les plus avertis, tous étaient dans un état second, aveuglément acquis à la folle idée de « l'Irak quatrième puissance militaire du monde » et dénonçaient durement le fait que nous ne soutenions pas inconditionnellement Saddam Hussein « pour une fois que nous avons un pays arabe en mesure d'infliger une correction aux États-Unis, criaient-ils tous ! » Il a fallu six heures de débats à huis clos dans l'hémicycle de l'AFN, pour que je décrive à des députés mécontents l'envers de la médaille.

Rencontré à New York en septembre 1990, James Baker, secrétaire d'État américain, tentait en vain de nous rallier à la « coalition militaire » — nous nous étions abstenus lors du sommet arabe du Caire qui lui avait donné sa bénédiction — Il s'exclamait à l'exposé de notre position : « Qu'est-ce que c'est donc cette position qui méconforte tout le monde, qui méconforte les gouvernements américain, français, irakien, koweïtien, l'opinion algérienne comme toutes les opinions arabes ? » « Ça s'appelle une position indépendante, Monsieur le Ministre », me contentai-je de répliquer. Ainsi s'est terminé ce qui allait être notre dernier entretien jusqu'à une année plus tard.

J'ai vécu les cinq mois précédant la guerre tourmenté par la perspective de la destruction de l'Irak et les souffrances qui allaient en résulter pour le peuple irakien. Ce matin du 15 janvier 1991 qui a suivi le début de la guerre, le président a tenu un Conseil des ministres extraordinaire, j'ai commencé mon exposé la voix étranglée.

Mon passage au ministère des Affaires étrangères autant que ma mission de chef de gouvernement m'ont beaucoup édifié tant sur la réalité du régime irakien que sur celle du régime irakien. Alors que je le recevais officiellement à Alger, mon vis-à-vis de l'époque aux Affaires étrangères Ali Velayati, au cours d'un tête-à-tête qu'il avait expressément demandé, a exprimé sans l'ombre d'une gêne son souhait que le gouvernement algérien autorise l'envoi de propagandistes iraniens dans nos mosquées, selon ses propres termes pour « mettre les Iraniens sur un pied d'égalité avec les salafistes saoudiens ». Manière polie de le remettre à sa place, je m'étonnai de l'entendre vouloir transformer, avec notre bénédiction en prime, l'Algérie en un champ de bataille entre la shi'a et la salafia. C'est pour dire combien les faits passés ont forgé ma conviction que l'instrumentalisation de l'islam et de la shi'a par le régime des mollahs n'est pas la manifestation innocente d'un acte de prosélytisme désintéressé, mais entre bel et bien dans le cadre d'une stratégie hégémonique qui va bien au-delà du voisinage asiatique de l'Iran et s'étend sur toute notre région à commencer par notre pays. Voilà un régime que l'Algérie a été l'un des rares à soutenir de la manière la plus désintéressée, et ce, dès l'instauration de la république islamique. C'est grâce à une médiation menée par de hauts responsables algériens au nom de l'Algérie, médiation dont les chevilles ouvrières ont été Mohamed Seddik Benyahia et Mohamed Seghir Mostefaï, gouverneur de la Banque d'Algérie sur les plans politique et économique, relayés sur le plan diplomatique à Washington par Réda Malek alors notre ambassadeur aux États-Unis, que fut débloqué le contentieux irano-américain d'époque, et ce, à la grande satisfaction et des États-Unis et de l'Iran.

Vous semblez avoir conservé bien de l'amertume de cet épisode particulier de votre parcours personnel...

Je m'étais déjà familiarisé avec l'idée que les États sont des « monstres froids », mais il est vrai qu'à travers ce que j'ai vécu durant la période particulière de ma vie diplomatique, j'ai mesuré encore davantage combien le cynisme des États pouvait être sans limite, en particulier quand y règnent des régimes qui mettent l'homme très loin du cœur de leurs préoccupations. Nous avons payé le prix fort notre initiative pour une autre médiation en faveur de l'arrêt des hostilités irano-irakiennes, la seule initiative d'entre toutes les autres qui fut exempte de toute arrière-pensée politique ou mercantile : quatorze de nos dirigeants et cadres supérieurs, dont le même Mohamed Seddik Benyahia, ministre des Affaires étrangères et membre du Bureau politique du FLN, y ont laissé leur vie, dans le tragique crash d'un avion du gouvernement algérien abattu par un missile dans l'espace aérien irako-persique. A ceux qui ont abattu notre avion en ce mois de mai 1982, nous n'avons demandé ni réparation, ni indemnisation des familles des victimes, ni même l'expression d'excuses officielles. C'est par son attachement à défendre partout dans le monde les droits, la dignité et l'intégrité de ses citoyens, qu'un pays impose aux autres de le respecter. Ce peut être le sentiment à notre égard d'un régime dont les missiles ont abattu un avion gouvernemental avec à bord 14 de nos cadres dirigeants, quand il voit notre silence devant l'offense qu'il nous a faite ? Comment le régime irakien nous a-t-il payés de retour pour nos sacrifices totalement désintéressés ? Six années plus tard il soutenait idéologiquement et financièrement l'irruption de la violence extrémiste chez nous. C'est pour cela que les relations diplomatiques furent rompues à l'initiative de l'Algérie, alors que j'étais chef du gouvernement sous la présidence de Mohamed Boudiaf. La problématique iranienne aujourd'hui est enfermée dans une alternative d'extrêmes, c'est-à-dire soit en termes guerriers soit en termes de complaisance avec le régime en place. La guerre à l'Iran ? Mais on a quotidiennement sous les yeux les désastres retombés de l'expédition américaine de 2003 en Irak ! « L'apeasement » ? (comprenez la complaisance par la négociation avec le régime irakien). Les Français et les Anglais en 1938 n'ont rien fait d'autre à Munich que de l'« apeasement » ! La signature des Accords de Munich qui entraînaient le fait accompli de l'Anschluss en Autriche (mars 1938) et le rattachement à l'Allemagne de territoires sudètes en Tchécoslovaquie, Munich n'a pas empêché moins d'un an plus tard... l'invasion de la Pologne puis la Seconde Guerre mondiale. Ni la guerre ni la complaisance n'y feront rien. Qu'on laisse tout simplement le

peuple iranien prendre son destin en main. D'autant plus qu'à la différence du cas irakien, il existe une opposition nationale qui a quarante-deux ans d'âge puisqu'elle s'est fondée en opposition au régime du Shah, dans le sillage spirituel de Mossadegh. Soit dit en passant c'est un mouvement qui est demeuré profondément marqué par la lutte de libération algérienne, dont l'histoire a été suivie là-bas avec passion comme un modèle gravé dans les esprits, dans le chef des anciens comme dans celui des plus jeunes.

Je suppose que l'exercice diplomatique que vous évoquez vous a permis, parfois, d'accéder à des moments de plénitude...

Aussi, oui en effet. De mes rapports avec le couple royal belge, à titre d'exemple, il m'est resté déjà cette impression de douceur et d'humilité que dégageait la personne de feu le Roi Baudouin, un homme de paix. C'est lui qui m'avait confié, alors qu'il me recevait au Palais royal du temps de ma mission à Bruxelles, qu'il avait tout arrangé pour une rencontre qui devait se tenir entre Houari Boumediène et Hassan II à l'automne 1978. La disparition du premier lui laissa un grand regret. Sachant que les deux hommes n'étaient pas du genre à se déplacer dans une capitale européenne pour le seul désir de prendre un thé ensemble, depuis l'information que m'avait confiée feu Baudouin je me suis senti autorisé à croire que déjà en 1978 nous étions passés tout près d'une imminente normalisation des rapports algéro-marocains. Le roi des Belges était un érudit qui montrait une soif assidue de connaissance de notre culture et de notre religion et un homme simple. Je le vois encore courant avec une joie d'enfant, pieds nus sur une crête de dune du Tassili des Ajjers où il était avec son épouse Fabiola l'invité de Chadli Bendjedid. L'évocation des rapports algéro-marocains me conduit à noter que c'est avec Hassan II que les occasions de rencontre ont été les plus fréquentes, il est facile de comprendre pourquoi : outre la volonté de rapprochement avec le Maroc, qui était celle de Chadli Bendjedid et que je partageais entièrement, il y avait la dynamique maghrébine dont j'ai parlé, ainsi que la multiplication des crises au Moyen-Orient et où nos deux pays se trouvaient très investis. Le courant passait très bien entre lui et moi, pas seulement parce que je n'ai jamais perçu les Marocains et les Tunisiens que comme faisant partie du même peuple que les Algériens. J'avais avec lui des conversations qui allaient au-delà du seul objet officiel de nos rencontres. Il m'entretenait volontiers de ce qu'il faisait, projetait ou rêvait pour le Maroc dans divers domaines. J'ai conservé de lui l'image d'une synthèse réussie entre la tradition et la modernité. Ses accomplissements doivent beaucoup, non seulement à un attachement viscéral à sa nation mais aussi à la stabilité qu'il a su préserver. L'œuvre en Tunisie de feu Habib Bourguiba, qu'il m'a été donné de rencontrer plusieurs fois en ma qualité de président de Sonatrach, à l'instar de celle de Hassan II au Maroc et de celle de Houari Boumediène en Algérie, illustrent dans mon esprit l'étroite interaction entre le niveau de légitimité politique d'un chef, son obsession des intérêts nationaux et le sentiment qu'il donne à son peuple de se vouer à ses préoccupations.

J'ai eu le privilège de recevoir Nelson Mandela en Algérie et de le rencontrer trois fois encore, alors que je représentais le président à des rencontres de l'OUA, ce qui m'a valu des entretiens prolongés avec lui inoubliables. Le dernier eut lieu tout un après-midi d'un 4 juin 1991, dans un avion du gouvernement algérien entre Abuja et Alger où je le laissai à l'aéroport pour qu'il continue son chemin vers Paris. C'était un entretien que je ne peux oublier, essentiellement en raison de sa densité et de sa longueur permise par le vol Abuja-Alger et subsidiairement parce qu'il coïncidait avec mon rappel en urgence par le président. (Je sus en arrivant que ce fut pour me pressentir pour la constitution du gouvernement).

A la fin de sa captivité, un moment où tous les grands de ce monde se le disputaient, c'est lui qui avait demandé à l'Algérie de le recevoir pour qu'il lui exprime sa reconnaissance. Il n'a cessé de clamer durant sa visite : « C'est l'ALN qui m'a formé. » Et de réclamer, en sus des nouvelles de Ben Bella, celles des personnes qu'il avait connues au sein de l'ALN et du GPRA et dont il avait gardé les noms en mémoire après 26 ans de captivité, à savoir le « docteur Mostefaï » (Chavki) et « Djamel » (Belkacem Cherif).

Qui aurait pu croire un an avant sa libération que le problème de l'apartheid allait trouver une solution ? On ne réalisait peut-être pas à sa juste mesure la dimension universelle de Nelson Mandela. Si la question d'un gouvernement mondial avait été envisageable, voilà un homme qui aurait été l'homme de la situation.

M. C. M.
(A suivre)